



LETTRE D'INFORMATIONS COOPÉRATION MONDIALE Février 2011

Dans cette édition
Commission des Nations-Unies pour le Développement Social
La bonne catégorie de reprise mondiale
Un délégué zambien élu à l'ECOSOC pour 2011
Parvenir à un financement équitable et efficace de la lutte contre le
changement climatique : perspectives de la Société Civile
Rio 2012 : Passer aux actes
Les dimensions du genre dans l'emploi agricole et rural
- Et d'autres thèmes

Commission des Nations-Unies pour le Développement Social

Le CIAS était représenté à la 49^{ème} Séance de la Commission pour le Développement Social qui s'est tenue à New York du 9 au 18 février, sur le thème prioritaire « Éradication de la Pauvreté ». Les États Membres des Nations-Unies, la société civile et les autres parties prenantes ont examiné les relations entre la pauvreté, l'intégration sociale, le plein emploi et le travail décent pour tous.

La protection sociale a été élue la question émergente de la 49^{ème} séance du Conseil Économique et Social (résolution 2006/18). Elle affecte les capacités des individus et des familles à gérer et surmonter tout enjeu concernant leur bien-être. Il est également essentiel de réduire la vulnérabilité et d'empêcher que les conditions de vie ne se détériorent. Le CIAS a formulé une déclaration détaillée sur le thème et sur la protection sociale – qui peut être consultée au <http://www.icsw.org/un/un.htm>

Outre le thème prioritaire, la séance a examiné les plans et programmes pertinents des Nations-Unies relatifs à la situation de groupes sociaux : personnes handicapées, jeunes, personnes âgées et famille.

Un débat d'un groupe d'experts a eu lieu la seconde journée de la séance, sur le thème « éradication de la pauvreté ». Il était tourné sur les questions clés empêchant l'éradication de la pauvreté, les succès en matière d'éradication de la pauvreté dus à des politiques spécifiques, ainsi que les manières de mobiliser avec succès les fonds publics pour éradiquer la pauvreté et en faire un procédé prioritaire dans la planification des politiques nationales et gouvernementales.

Attendu que 2011 est une année de révision, il n'était pas demandé aux membres de la Commission d'adopter de résolutions définissant des politiques sur le thème prioritaire de l'éradication de la pauvreté. Pour la note d'information sur le thème prioritaire de l'Éradication de la Pauvreté, consulter le document <http://www.un.org/esa/socdev/csocd/2011/prioritytheme-note.pdf>

Pour le document conceptuel « Questions émergentes : Protection Sociale », voir <http://www.un.org/esa/socdev/csocd/2011/conceptnote.pdf>
Pour toutes les déclarations, y compris celles des ONG, visiter <http://www.un.org/esa/socdev/csocd/2011/conceptnote.pdf> .

La bonne catégorie de reprise mondiale

Les extraits ci-après proviennent d'un discours de Dominique Strauss-Kahn, Directeur Général du Fonds Monétaire International, devant l'Autorité Monétaire de Singapour, le 1^{er} février 2011. M. Strauss-Kahn fait référence à la protection sociale comme partie d'une approche holistique de la gestion des économies. (Éditeur). L'intégralité du texte mérite d'être lue au : <http://www.imf.org/external/np/speeches/2011/020111.htm>

Les dernières prévisions du FMI, publiées la semaine dernière, donnent une croissance mondiale de 4,5 % cette année. Ce taux est supérieur à la moyenne de la dernière décennie et constitue une amélioration de notre prévision du panorama de l'économie mondiale réalisé en octobre. »

« Pourtant, même si la reprise est en cours, ce n'est pas celle-ci que nous voulions. C'est une reprise émaillée de tensions et de pressions, qui pourrait semer les graines de la prochaine crise. Je vois deux déséquilibres dangereux :

Tout d'abord, la reprise est déséquilibrée *entre* les pays. Alors que la croissance reste inférieure à son potentiel dans les pays avancés, les pays émergents et en développement croissent beaucoup plus rapidement et certains pourraient bientôt être en surchauffe.

Deuxièmement, la reprise est déséquilibrée *au sein* des pays. Le chômage mondial reste à des niveaux records, avec un creusement des inégalités de revenu, ajoutant des tensions sociales. »

« À mon avis, nous aurons une reprise saine lorsque nous adopterons une approche holistique de la gestion de l'économie : ne pas mettre seulement l'accent sur des politiques macroéconomiques et financières, mais aussi se porter davantage sur la création d'emploi et la protection sociale. Parce que sans emploi, sans sécurité de revenu suffisante pour le citoyen, il n'y aura pas de rebond de la demande intérieure et, en définitive, pas de reprise durable. »

Une reprise à deux vitesses

« Permettez-moi de commencer par la façon dont la reprise est en cours au niveau mondial. Dans les économies avancées, nous nous attendons à une croissance modérée de 2,5 % en 2011, avec un chômage élevé et la dette des ménages pesant sur la demande. Dans les économies émergentes et en développement, nous prévoyons une croissance beaucoup plus rapide de 6,5 %, 8,5 % avec l'Asie (hors Japon).

Le « déficit de croissance mondiale » est en train d'affaiblir la reprise par d'autres moyens. Le prix de l'énergie connaît une progression rapide, reflétant la croissance rapide des économies émergentes. Les prix des denrées alimentaires sont en trop forte hausse – bien que dans ce cas les chocs de l'offre soient le principal motif – avec des conséquences potentiellement dévastatrices pour les pays à faible revenu. Dans l'ensemble, ces hausses de prix commencent à affecter l'inflation principale. Des flux de capitaux importants et volatiles vers les économies émergentes est une autre question épineuse concernant le développement. Ils entravent la gestion macro-économique et suscitent, dans quelques cas, des préoccupations par rapport à la stabilité financière.

Que peut-on faire pour avoir une reprise plus équilibrée ? Nous connaissons maintenant bien les priorités.

Dans les économies avancées, la clé est de promouvoir la croissance et la création d'emploi. Si les réformes structurelles sont indispensables pour rendre ces économies plus

compétitives, ces réformes ne sont pas susceptibles de payer au fil du temps. Que peut-on faire pour améliorer ceci à court terme ? La tâche la plus urgente est de réparer et de réformer le secteur financier, de réduire les risques et d'ouvrir la voie à une croissance saine du crédit. »

Le chômage et l'inégalité de revenu

« Permettez-moi maintenant d'aborder le deuxième déséquilibre qui se produit au sein des pays : le chômage élevé et la hausse des revenus et des inégalités de richesse.

La forte hausse du chômage mondial est un problème social majeur. Si vous perdez votre emploi, vous risquez de souffrir de mauvaise santé et d'avoir une espérance de vie plus courte, mais vos enfants eux-aussi seront touchés, car ils sont susceptibles d'obtenir de moins bons résultats à l'école. Ainsi, lorsque les gens sont sans espoir de trouver un emploi, c'est la société dans son ensemble qui souffre et qui représente une menace pour la stabilité politique.

Ici, en Asie, il y a eu des avancées sociales remarquables au cours des dernières décennies, avec plus d'un demi milliard de personnes sorties de la pauvreté. Dans un même temps, l'inégalité de revenu a été à la hausse. Les dirigeants de la Chine et de l'Inde ont mis en tête de leurs priorités politiques la lutte contre les disparités de revenu et de richesse. Même dans un pays riche comme Singapour, le Premier ministre Lee a fait remarquer que l'écart grandissant est une question d'intérêt national.

Il existe d'abondantes raisons sociales et éthiques pour lesquelles nous devrions nous inquiéter au sujet de l'inégalité de revenu mais il y a aussi d'importantes raisons macro-économiques.

L'inégalité peut freiner les possibilités économiques car les pauvres ont moins accès au crédit. Elle peut renvoyer les gens vers des activités improductives. Elle peut aussi rendre les pays plus vulnérables aux chocs – lorsque moins de personnes économisent pour les temps difficiles, davantage vont souffrir lorsque la tempête se déchaînera. L'inégalité peut même rendre la reprise plus difficile par rapport aux chocs : une société plus égalitaire a tendance à croître plus longtemps.

La meilleure façon de répondre à ces défis ?

Dans les pays confrontés à un fort chômage, proposer un bon régime d'assurance chômage, d'aide sociale et des programmes publics pour l'emploi efficaces sont des bonnes manières pour prévenir le chômage à long terme et contribueraient à se relever plus rapidement de la récession. Une protection sociale adéquate, s'appuyant sur un socle de protection sociale de base comme proposé par l'OIT, peut protéger les plus vulnérables contre le choc de la crise. Alors que l'assainissement budgétaire démarre dans les économies avancées, nous devons aussi veiller à ce que ces politiques budgétaires demeurent aussi favorables à l'emploi que possible.

À long terme, le moyen le plus efficace pour promouvoir la croissance des revenus est d'investir dans l'éducation, l'innovation mais aussi la formation, pour accroître les compétences des travailleurs. L'économie du 21^{ème} siècle est, en définitive, une économie de la connaissance, où les rendements de l'éducation sont extrêmement importants. Partout dans le monde, nous devons donner aux gens l'accès aux outils dont ils ont besoin pour prospérer dans cette économie mondiale hautement concurrentielle. »

Un délégué zambien élu à l'ECOSOC pour 2011



S.E. Lazarous Kapambwe, Représentant Permanent de la Zambie aux Nations-Unies, a été élu le 18 janvier en tant que prochain Président du Conseil Économique et Social des Nations-Unies (ECOSOC).

« Je représente la région la plus en retard en termes de développement dans tous les secteurs socio-économiques, et je promets de faire au mieux pour garantir que le Conseil relèvera de la meilleure manière qui soit tous les défis concernant l'Afrique et les autres régions », a déclaré M. Kapambwe à l'ECOSOC.

Parvenir à un financement équitable et efficace de la lutte contre le changement climatique : Perspectives de la Société Civile

« Parvenir à un financement équitable et efficace de la lutte contre le changement climatique : Perspectives de la Société Civile » souligne les perspectives de la société civile sur les résultats de la Conférence des Nations-Unies sur le Changement Climatique qui s'est tenu à Cancun, Mexique (COP16), ainsi que sur les questions relatives aux fonds et à la gouvernance sur le financement en faveur du climat. <http://www.un-ngls.org/spip.php?article3230>

Rio 2012 : Passer aux actes

La Conférence des Nations-Unies sur le Développement Durable (Rio 2012) divulgue un bulletin bi-hebdomadaire nommé *Rio 2012 : Passer aux actes*. Il est disponible en ligne et sera également envoyé aux souscripteurs. Pour obtenir la dernière version, visiter http://www.uncsd2012.org/index.php?option=com_content&view=article&id=173:rio-2012-making-it-happen-volume-2-issue-3&catid=76:newsletter&Itemid=128

Impact des envois de fonds sur la pauvreté dans les pays en voie de développement.

http://www.unctad.org/en/docs/ditctncd20108_en.pdf

Les dimensions du genre dans l'emploi agricole et rural

L'inégalité des genres varie considérablement entre les régions et secteurs, en fonction de facteurs culturels, religieux et économiques. Néanmoins, un rapport inter-agences publié récemment par les Nations-Unies sur la dimension du genre dans l'emploi agricole et rural a déclaré qu'il existait des preuves que, au niveau mondial, les femmes profitent encore moins que les hommes de l'emploi (décent) agricole et rural, qu'elles soient à leur compte ou salariées. Les avancées visant à surmonter cette inégalité ont stagné en raison des dernières crises économiques et alimentaires.

<http://www.un-ngls.org/spip.php?article3231>

Étude de la pauvreté et des inégalités concernant les enfants

http://www.unicef.org/socialpolicy/index_43137.html

L'UNICEF avance une analyse multidimensionnelle de la pauvreté et des inégalités. L'UNICEF a établi 23 rapports sur les pays et a d'autres rapports en cours, tous établis avec des centres de recherche/partenaires du Sud. [Bangladesh](#), [Burundi](#), [Cameroun](#), [République Démocratique du Congo](#), [Djibouti](#), [Egypte](#),

[Ghana](#), [Jamaïque](#), [Îles de l'Océan Indien](#), [Kosovo](#), [Kirghizstan](#), [Mali](#), [Mexique](#), [Nicaragua](#), [Niger](#), [Nigeria](#), [Philippines](#), [République du Congo](#), [Sénégal](#), [Tanzanie](#), [Thaïlande](#), [Ukraine](#), et [Ouzbékistan](#).

Pour obtenir davantage d'informations, veuillez consulter le [blog](#) sur l'Étude Globale de la Pauvreté et des Inégalités Infantiles - <http://www.unicefglobalstudy.blogspot.com/>

Gestion du prix des aliments, de nouveau

Provenant du CGD, mis à jour le 15 février 2011

Les prix du maïs et du blé connaissent une nouvelle hausse en raison de graves événements climatiques et des politiques des États-Unis concernant l'éthanol. Kim Elliot et Vijaya Ramachandran suggèrent des manières d'éviter une autre crise. Amanda Glassman réclame des interventions urgentes centrées sur les pauvres.

http://blogs.cgdev.org/globaldevelopment/2011/02/another-food-price-spike-weather-again-to-blame-for-wheat-corn-pushed-by-even-worse-ethanol-policies.php?utm_source=nl_weekly&utm_medium=email&utm_campaign=nl_weekly_0215_2011

Nommez vos « Agents du Changement »

Pour célébrer le thème 2011 du Commonwealth « Les Femmes en tant qu'agents du changement » et pour souligner les réussites des femmes inspiratrices, le Commonwealth demande aux organisations et associations au sein du Commonwealth de désigner une femme qui aurait marqué la différence dans les vies des autres en tant qu' « Agent de changement ». Le concours est maintenant ouvert et prend fin la Journée du Commonwealth, le 14 mars 2011. Vous pourrez désigner votre « Agent de changement » et trouver davantage de détails dans le formulaire en ligne : <http://www.surveymonkey.com/s/CWagentsofchange> Pour toute question, veuillez contacter le CPAD au : agentsofchange@commonwealth.int

Le contenu de cette Lettre d'informations Mondiale peut être librement reproduit ou cité, sous réserve que la source en soit mentionnée. Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement la politique du CIAS.

Rédacteur de la Lettre d'Information : Denys Correll, Directeur Exécutif.

P.O Box 28957

Kampala Ouganda

Tél. : +256 414 32 11 50

Site web : www.icsw.org Email: icsw@icsw.org

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette lettre d'informations, merci de cliquer '[ici](#)' en nous communiquant votre nom et adresse mail.